

LE CALVAIRE DES LETTRES ROUMAINES À L'EST DU PRUT SOUS LA DOMINATION SOVIÉTIQUE

VASILE BAHNARU*, GHEORGHE E. COJOCARU**

Abstract

The ordeal of Romanian Letters East of the Prut under Soviet Domination

In this study, the authors describe the destiny of the Romanian language East of the Prut River, in the former Soviet Moldovan autonomous region across the Dniester River (MASSR) and in Bessarabia that fell under the domination of the Soviet Republics after 1940 and 1944. The study outlines the intention of transforming the MASSR into an experimental laboratory for the Bolshevik theses referring to the denationalization of Romanians, deletion of Romanian memory, and the invention of a new language and a new “Moldovan” people, different from the Romanians on the right bank of the Prut River; the results obtained in this field of cultural-linguistic identity deletion were then transplanted also to the Bessarabian, right bank of the Dniester River. The role of some Bessarabian science and culture personalities who, at the 3rd Writers’ Congress in 1965, requested the return to the Latin alphabet in the SSRM is revealed. The authors state that the ideological-propagandistic war entertained in those times with great political enthusiasm by the party leaders in Chişinău against “nationalist and revisionist” Romania and against Romanian “nationalism” in the SSRM has lasted until the fall of the Soviet Union; it is still sustained from many points of view by some revisionist forces from the Republic of Moldova after the fundamental requests of the historical 3rd Writers’ Congress, regarding the Romanian language and its natural alphabet, the Latin one, were turned into reality and became fruitful.

* **Vasile Bahnaru**, docteur en Philologie et HDR, est professeur des universités et directeur de l’Institut de Philologie de l’Académie des Sciences de Moldavie. Il a récemment publié : *Congresul al III-lea al Uniunii Scriitorilor din RSS Moldovenească (14-15 octombrie 1965). Studii și Materiale* [Le III^e congrès de l’Union des écrivains de la République socialiste soviétique moldave (les 14-15 octobre 1965). Études et documents] (Chişinău, 2016, en codirection avec Gheorghe Cojocaru) et *Limba română în Basarabia postbelică (Conferința științifică “Tipologia similitudinilor și diferențelor în grupul de limbi apropiate genetice” din 30-31 octombrie 1972 – o tentativă de revenire la normalitate)* [La langue roumaine dans la Bessarabie de l’après-guerre (La conférence scientifique *La Typologie des similitudes et des différences dans un groupe de langues génétiquement proches*, les 30-31 octobre 1972 : une tentative de retour à la normalité)] (Chişinău, 2017).

** **Gheorghe E. Cojocaru**, docteur en Histoire et HDR, est maître de conférences et directeur de l’Institut d’Histoire de l’Académie des Sciences de Moldavie. Il a notamment publié : “*Dezghetul*” lui N. Hruşciiov și problema Basarabiei [Le « dégel » de Nikita Khrouchtchev et la question de la Bessarabie] (Târgoviște, 2014) et *Congresul al III-lea al Uniunii Scriitorilor din RSS Moldovenească (14-15 octombrie 1965). Studii și Materiale* [Le III^e congrès de l’Union des écrivains de la République socialiste soviétique moldave (les 14-15 octobre 1965). Études et documents] (Chişinău, 2016, en codirection avec Vasile Bahnaru).

Keywords. Romanian language, Latin alphabet, “Moldovan language,” proletcult, “nationalist tendencies,” ideological-political factor, party leadership, 3rd Writers’ Congress, cultural identity, linguistic unity, maternal language.

Après l’union de la Bessarabie à la Roumanie en 1918, l’Union soviétique a essayé de reconquérir l’ancienne province roumaine par divers stratagèmes politiques et diplomatiques, en se considérant comme l’héritière de droit du territoire délimité par le Prout et le Dniestr, et qui avait été enlevé du corps de la Moldavie et annexé par l’Empire tsariste en 1812. Cependant, en se rendant compte que cette tentative était vouée à l’échec, elle a formé en 1912, à gauche du Dniestr, une République autonome soviétique socialiste moldave dans le cadre de l’Ukraine soviétique, dans le but de reconquérir et soviétiser la Bessarabie et ensuite même la Roumanie et les Balkans. La RASS moldave est devenue un véritable laboratoire pour les thèses bolcheviques visant la dénationalisation des Roumains et l’invention d’une nouvelle langue et d’un « nouveau peuple, moldave », différent de celui habitant à droite du Prout.¹

Deux tendances contraires ont été visibles durant la période de constitution de la RASSM : la première voulait imposer la langue roumaine comme langue officielle, fût-ce sous le nom de « langue moldave » (idée soutenue surtout par les immigrants roumains à Moscou), la seconde était la partisane du parler de la région de Balta, écrit en lettre russes (idée soutenue en général à Odessa et à Tiraspol).

Le courant qui a fini par s’imposer défendait le caractère autochtone (moldave) et la doctrine prolétaire, car la politique linguistique et culturelle était dominée par le traitement sociologiste-vulgaire du caractère de classe de la culture et de la langue. Cette attitude a fait inclure la langue dans la catégorie des langues néo-graphes, la RASSM devenant un polygone du marrisme (du nom du linguiste N. A. Marr), où la pseudo-conception « deux classes – deux idéologies », « deux langues – deux littératures » a été portée à l’absurde. Ainsi, la formation de l’autonomie au-delà du Dniestr a conduit aussi à l’apparition du « peuple moldave » et de « la langue moldave » en opposition avec le peuple roumain et la langue roumaine.

Quelques ans plus tard, on a constaté que « la langue moldave » créée dans les laboratoires du Comité scientifique moldave était tout simplement inintelligible. De manière un peu surprenante, par une résolution adoptée le 2 février 1932, le Bureau du Comité régional de Moldavie du Parti communiste (b) d’Ukraine approuvait « le passage à l’alphabet latin » et la publication des classiques du marxisme-léninisme (Marx, Lénine, Staline) en « langue moldave ». Les premières attaques dans la presse contre « les moldavistes » qui s’étaient éloignés du peuple

¹ Vasile Bahnaru, *Calvarul limbii române în timpul dominației sovietice (studiu și documente de arhivă)*, Chișinău, 2015, p. 22; Voir aussi Elena Negru, *Politica etnoculturală în RASS Moldovenească*, Chișinău, 2003.

ont été déclenchées au cours de la même année. On est ainsi revenu à l'alphabet latin et aux formes de la langue roumaine littéraire, sans toutefois renoncer à la dénomination de « langue moldave ». Une « grammaire de la langue moldave » a été réimprimée en 1932, qui n'était au fond qu'une grammaire de la langue roumaine.

En 1938 on est revenu brusquement, par les méthodes de la terreur, au courant « moldaviste » et à la soi-disant « langue moldave » pure. L'intellectualité de la RASSM a été accusée de faire le jeu de l'ennemi de classe et a été exterminée. Le gouvernement de l'autonomie, des gens simples et de nombreux écrivains de Transnistrie ont été injustement condamnés ou exécutés.

L'interdiction d'écrire en caractères latins a été suivie de nombreuses arrestations, de procès politiques et de condamnations, car les « latinisants roumains » devaient être punis pour leur activité. Le 27 février 1938, le Bureau du Comité régional moldave du PC (b) d'Ukraine a décidé que « les éléments bourgeois et nationalistes, camouflés à l'intérieur des institutions, promouvaient la roumanisation de la langue moldave » sous l'étendard de la latinisation de la graphie. Au mois de mai de la même année, la XI^e conférence régionale du parti de Moldavie a adopté une décision par laquelle on condamnait « les ennemis du peuple » qui « remplaçaient la langue moldave par la langue roumaine... afin de séparer la Moldavie soviétique de l'URSS ». La direction de la RASSM a été ensuite informée que le retour à l'alphabet cyrillique avait été approuvé par le CC du PC (b) d'Ukraine.

Les mesures contre la langue roumaine ne se sont pas limitées à la persécution des promoteurs de la graphie latine (dans les années 1938-1939, la plupart des fonctionnaires publics qui parlaient roumain ont été exécutés), elles ont revêtu aussi la forme d'une résurrection des méthodes médiévales contre les livres. Entre octobre et décembre 1938, toute la littérature socioéconomique, artistique et didactique en caractères latins a été confisquée, étant considérée comme une « production littéraire sans valeur ». La littérature russe publiée en lettres cyrilliques dans les années 1926-1934, qui était « tachée » de mots roumains, ou bien la littérature socioéconomique publiée en roumain à Moscou n'ont échappé elles non plus à la furie destructive des bolcheviques.²

*

Les Roumains et la langue roumaine ont continué à tomber victimes de la russification et de la vendetta bolchevique après la constitution, le 2 août 1940, de la République soviétique socialiste moldave à la suite de l'occupation de la Bessarabie par l'Union soviétique et à son « union » avec la RASSM.

² Sur les persécutions dans la RASSM et la destruction de la littérature, voir Gheorghe Negru, Mihai Tașcă, « Represiunile politice din RASSM în anii 1937-1938 (“operațiunea culăcească” și “operațiunea română”) », *Destin românesc*, n° 1 (65), 2010 ; O. Галущенко, « Борьба между румынизаторами и самобытниками в Молдавской АССР (20-е годы) », *Ежегодный исторический альманах Приднестровья*, Тирасполь, n° 6, 2002.

S'ils ne possédaient que des connaissances approximatives, les linguistes d'au-delà du Dniestr arrivés à Chisinau avec l'Armée Rouge étaient extrêmement endoctrinés du point de vue idéologique. Ces pseudo-spécialistes ont imposé l'argot « chantiste », russifié jusqu'au grotesque, comme langue officielle dans la RSSM et ont contribué à la création d'une pseudo-conscience « nationale » à la fois chez les Roumains de la rive gauche et de la rive droite du Dniestr. Ils ont imposé aussi la pseudo-théorie sur les deux nations distinctes romanes orientales – « le peuple moldave » et le peuple roumain, « la langue moldave » et la langue roumaine. Le 10 février 1941, le Soviet Suprême de la RSSM a adopté la loi « Sur le passage de l'écriture moldave à l'alphabet russe »,³ en appliquant les réglementations de l'ancienne RASSM dans la nouvelle RSSM. Il n'empêche que, pour des raisons politiques et pragmatiques, certaines gazettes ont continué pour un temps à paraître en lettres latines, dans un parler dénaturé, archaïque, artificiel et inintelligible.

Pendant la période de l'après-guerre, surtout au début des années 1950, lorsque la linguistique soviétique a commencé à déraciner la doctrine prolétaire « marriste », on a espéré pouvoir trouver une solution juste aux questions culturelles. À la suite de plusieurs sessions consacrées à des questions concernant la linguistique de la RSSM, déroulées dans les années 1951-1955 sous l'égide de la Filiale moldave de l'Académie des Sciences de l'URSS, avec une large participation de linguistes importants venus de l'Union soviétique, on a reconnu l'identité linguistique et culturelle « roumano-moldave ». ⁴ Par conséquent, l'intellectualité de Bessarabie, les hommes de culture et les étudiants ont manifesté leur credo national roumain par différents moyens et sous diverses formes, bénéficiant de la publication des œuvres des classiques roumains dont Coșbuc, Caragiale et Alecu Russo. C'est à la même époque que des écrivains de Chisinau font des visites officielles à Iași et à Bucarest alors que ceux de Iași et de Bucarest se rendent à Chisinau, le même échange interculturel étant visible au niveau des spectacles de théâtre et de musique populaire. Une librairie qui vend des livres roumains est ouverte à Chisinau, beaucoup de gens font des abonnements à la presse de Roumanie, surtout aux revues et aux magazines *Luceafărul*, *Contemporanul*, *Femeia*, *România Liberă* ou *Arici pagonici*.⁵

Le nom de la revue de l'Union des Écrivains, *Octombrie* (Octobre), devient *Nistrul* (Le Dniestr) à partir de 1957, le rédacteur en chef étant nommé l'écrivain George Meniuc, qui ouvre les pages de la revue à la littérature roumaine. L'allée des classiques est inaugurée en plein centre-ville, qui deviendra l'allée des classiques de la littérature roumaine après la proclamation de l'indépendance de la

³ Grigore Botezatu, « Stenograma Consfăturii convocate de Comisariatul Învățământului din RSS Moldovenească pe data de 10 martie 1946 », *Destin românesc*, Chișinău, n° 1 (45), 2006, p. 134-176.

⁴ Vasile Bahnaru, *op. cit.*, p. 5-76.

⁵ Gheorghe E. Cojocaru, *Confruntarea sovieto-română pe frontul ideologic din RSSM*, Iași, 2012, p. 97 ; Ion Constantin, *Problema Basarabiei în discuțiile româno-sovietice în timpul Războiului Rece. 1945-1989*, București, 2015, p. 51-53 ; voir aussi Gheorghe Negru, *Politica etnoculturală în RSS Moldovenească*, Chișinău, 2000.

République de Moldavie, se constituant dans un symbole de l'unité de la culture, de l'histoire, de la conscience nationale et de l'appartenance à la nation roumaine.

Pendant les premières années de la domination soviétique, la résistance a revêtu la forme d'organisations et de groupes d'orientation nationale-roumaine. Une fois ces groupes réprimés, l'intellectualité s'est préoccupée de sauvegarder et de préserver la conscience roumaine. Éloquent en ce sens est l'acte de courage de l'écrivain Nicolaï Costenco de Bessarabie, qui, en 1941, a osé affirmer devant Nikita Khrouchtchev, le dirigeant de l'Union soviétique, que « la langue roumaine [était] la véritable langue littéraire des Moldaves et non pas ce charabia, cette soi-disant langue moldave apportée à l'aide des engins blindés d'au-delà du Dniestr ». Du même avis était Nicolae Turcanu de Transnistrie qui s'exclamait avec joie : « Je te salue, ma douce Roumanie, / Toi qui es pour moi à la fois frère, sœur, mère et père. / Nous te disons : Bonjour/ Et jamais adieu ! » Tous les deux ont payé ce courage par de longues années de Goulag.⁶

L'an 1959 est celui de la grande confrontation entre les forces nationales des Roumains de Bessarabie et la direction de la RSSM, car c'était à la fois le 600^e anniversaire de la fondation du pays de Moldavie et le 100^e anniversaire de l'Union des Principautés roumaines.

Nombreux sont les témoignages et les documents qui attestent le souhait ardent des forces nationales de Bessarabie de marquer l'événement de la Petite Union, alors que le régime a pris des mesures drastiques pour déjouer cette intention venant de la part des éléments roumains. Cependant, malgré les interdictions et les délateurs présents parmi les jeunes Roumains de Chisinau, les événements historiques en cause avaient été célébrés : le lieu de la réunion a été la gare, d'où un grand groupe d'étudiants devait partir pour Moscou et où, en présence d'un public nombreux, on a chanté « Hora Unirii » (La Ronde de l'Union). Ensuite, trois de ces jeunes – les écrivains Petru Cărare, Gheorghe Vodă et Vlad Ioviță – ont déposé les fleurs de la reconnaissance au monument d'Étienne le Grand.⁷

Prévenu, le CC du PCM a convoqué une séance plénière en septembre 1959 afin d'examiner la situation politique dans la RSSM et de combattre durement « les tendances nationalistes » de l'intellectualité de Bessarabie en qui la conscience nationale commençait lentement, mais avec certitude, à s'éveiller et à remplacer la conscience prolétaire internationaliste soviétique qu'on lui avait inculquée. Ce fut une bonne occasion pour dénigrer une série de personnalités de la renaissance nationale et culturelle de Bessarabie, surtout les écrivains Vasile Coroban, George Meniuc, Nicolae Romanenco, Petru Cărare, Vladimir Beșleagă, etc. Peu de temps après, les anciens dogmes prolétaires sur la langue, la littérature, l'identité et la culture, refirent surface à travers la presse, les manuels scolaires, les matériels de propagande diffusés dans les établissements d'enseignement et lors des réunions publiques. La même séance plénière de 1959 a condamné « les manifestations de

⁶ Vladimir Beșleagă, « Rezistența prin cultură », *Limba Română*, Chișinău, n^{os} 7-8, 2010, p. 35.

⁷ *Ibid.*, p. 36.

nationalisme » qui ont eu lieu dans le cadre de l'université, où « un petit groupe d'étudiants », dont « Andronachi, Bătrănu, Badiu, Ababii, Tecuci et d'autres », intoxiqués par « la littérature roumaine bourgeoise », avaient fait des déclarations « à caractère nationaliste » du type : « Vive la Roumanie entre ses frontières d'autrefois, à bas les occupants ! », « À bas l'alphabet russe, vive le nôtre, l'alphabet latin ! », « Vive notre nation, Messieurs ! ».⁸

Du 19 au 21 juin 1961, à la veille du XXII^e Congrès du PCUS, qui allait condamner une fois de plus le culte de la personnalité de Staline, la première réunion pan-unionale dans le domaine de la linguistique a été organisée à Chisinau sous l'égide de l'Institut de linguistique de l'Académie des Sciences de l'URSS, de l'Université d'État de Moscou et de l'Institut de langue et littérature de la Filiale moldave de l'Académie des Sciences de l'URSS.⁹

À cette occasion, D.E. Mihalci, chercheur scientifique à l'Institut de la langue russe de l'Académie des Sciences de l'URSS à Moscou a abordé la question de « l'indépendance de la langue moldave » et a formulé deux thèses à ce sujet : sur le plan linguistique, on ne saurait pas parler d'une « langue » moldave indépendante, sur le plan politique, la « langue » moldave est indépendante.¹⁰ Sans offrir aucune explication pour son approche, il laissa tout simplement sous-entendre que cette thèse était appuyée par « de grandes raisons d'État ». En ce qui concerne le passage à l'alphabet latin, Mihalci mentionna que « toute la tradition de l'alphabet moldave, fondée sur l'alphabet cyrillique, parle de soi et que ce n'est pas le cas de soulever la question de l'alphabet latin ».¹¹

Le philologue Ion Vasilenko, chercheur scientifique à l'Institut de Langue et de Littérature de l'Académie, a demandé fermement aux spécialistes de la linguistique romane présents à Chisinau de trouver une solution aux problèmes restés sans réponse et en particulier « à l'emploi de l'alphabet latin dans la sphère de la seule langue romane où il n'est pas utilisé /la langue moldave/ ». Revenant à la polémique antérieure avec les adeptes du « marrisme », il précisa que ceux-ci avaient eu beau croire pouvoir « faire apprendre aux Russes la langue moldave » par l'intermédiaire de l'alphabet russe. Les marristes confondaient la langue avec le parler. Que Mihalci eût parlé de « l'unité des langues moldave et roumaine », c'était une chose que tout le monde pouvait comprendre, mais dont on devait parler plus en détail. À l'instar des autres classiques de la littérature nationale, A. Russo avait appelé « cette langue – roumaine », conclut Vasilenko.¹²

Le directeur de l'Institut de langue et de littérature, I. C. Varticean, s'est montré mécontent de l'affirmation de Mihalci liée au manque d'indépendance de la « langue »

⁸ Gheorghe E. Cojocaru, *“Dezghețul” lui N. Hrușciov și problema Basarabiei*, Târgoviște, 2014, p. 173.

⁹ Arhiva Științifică Centrală a Academiei de Științe a Moldovei (ASCASM), F. 19, inv. 1, d. 33, f. 92.

¹⁰ *Ibid.*, f. 95.

¹¹ *Ibid.*, f. 96.

¹² *Ibid.*, f. 100.

moldave. D'une part, disait-il, « les données linguistiques qui semblent être raisonnables, d'autre part, les données politiques qui ne semblent pas scientifiques ». Le problème serait, à son avis, « le degré de parenté entre les langues apparentées », ce qui imposerait l'étude de leurs liens historiques et sociaux.¹³

L'idée de séparer les langues apparentées selon des critères linguistiques et culturels-politiques a été appuyée aussi par le professeur R. G. Piotrovski de l'Université d'État de Saint-Petersbourg. Celui-ci a souligné que, étant donné qu'il n'y avait pas de modèles lexicaux, phonétiques, etc. qui pussent séparer « les langues moldave et roumaine », il était superflu de soulever la question de « l'indépendance de la langue moldave ».¹⁴ Par ailleurs, le professeur P. A. Budagov de Moscou a considéré que les arguments de Piotrovski « n'étaient pas convaincants ».¹⁵

Le rapport de la spécialiste de philologie E. G. Golubeva de Saint-Petersbourg au sujet des formules grammaticales du conditionnel a donné lieu à un autre débat sur l'unité linguistique moldo-roumaine. Invitée à la séance, l'institutrice A. G. Iuras a voulu savoir pourquoi Golubeva avait parlé à la fois « d'une langue roumaine et d'une langue moldave » et « s'il était possible d'en parler comme de deux langues différentes ». À l'avis de Golubeva, « il n'y a pas de différence notable entre les langues roumaine et moldave ». Elle n'avait fait que souligner qu'elles étaient rapprochées. À la question de l'institutrice Iuras si on pouvait employer l'expression « langue roumaine de la RSS moldave », Golubeva a décliné sa compétence.¹⁶

Dans la séance plénière finale, l'institutrice Iuras a suggéré que les sessions scientifiques ultérieures pourraient réellement aider à résoudre les problèmes au niveau local :

Les futures rencontres doivent nécessairement argumenter la dénomination scientifique de notre langue. On pourrait faire référence aussi aux œuvres de V. I. Lénine, dans lesquelles il appelle les habitants de la Bessarabie « Roumains ». Il y a d'autres arguments qu'on devrait prendre en considération. Il faut soulever aussi la question de la graphie et de l'orthographe de la langue roumaine. Quels seraient les caractères les plus adéquats du point de vue historique et suivant l'articulation vocale ? Les caractères slaves cachent le développement historique de notre langue. Je ne peux pas lire les livres des classiques qui chez nous sont publiés dans l'alphabet slave /par exemple, le remplacement du "б" notamment en vers, crée une disharmonie/.

Iuras proposait l'organisation d'une discussion libre sur des questions de linguistique, exprimant son désaccord avec Mihalci, selon lequel « il ne fallait pas soulever la question de l'alphabet ».¹⁷

¹³ *Ibid.*, f. 103.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*, f. 121.

¹⁷ *Ibid.*, f. 132.

La réplique du philologue N. G. Corlăteanu de Chisinau est venue aussitôt. Selon celui-ci, « depuis l'apparition de l'écriture et jusqu'à nos jours on a eu l'alphabet slave, et avec quelques interruptions de courte durée celui latin ». ¹⁸ Au sujet du discours de l'institutrice Iuras, le professeur Budagov a reconnu la nécessité de discuter toutes les questions et lui a recommandé de ne pas donner des citations « au hasard, surtout pas de Lénine ». ¹⁹

Au moment de l'adoption du projet de résolution, Ion Vasilenco, après avoir réitéré que « les langues moldave et roumaine sont une et même langue », a proposé d'inclure dans le texte la thèse sur « la communauté de ces langues ». ²⁰ Le professeur Budagov est intervenu aussitôt pour souligner que cette question « avait été atteinte et non pas discutée », que la solution « n'[était] pas de notre compétence » et qu'il serait « un manque de sérieux que de la résoudre maintenant ». ²¹

Par conséquent, la résolution de la réunion fit seulement une référence passagère au besoin d'étudier de manière multilatérale « la langue moldave littéraire et ses dialectes » en rapport étroit avec toutes les langues romanes et les autres langues des peuples de l'Union soviétique. ²² Les réunions ultérieures devaient se tenir tous les trois ans avec la participation des romanistes importants « des pays de la démocratie populaire » ²³ – à mentionner que les linguistes de Roumanie n'allaient jamais y être invités.

Le 29 novembre 1962, une séance élargie du Bureau de la Section des Sciences sociales était convoquée à l'Académie des Sciences de la RSSM, avec la participation du Comité directeur de l'Union des Écrivains de Moldavie, afin de débattre la question de l'étude de « l'héritage littéraire classique du peuple moldave ».

Le philologue Ion Vasilenco a tenu à rappeler à cette occasion que les grands savants russes, qui avaient participé aux discussions des années 1951, 1955 et 1961, ont eu une contribution importante à trancher la question de « l'héritage classique moldo-roumain ». À l'aide des académiciens V. F. Sismariov et V. V. Vinogradov, des professeurs P. A. Budagov et S. B. Bernstein, du linguiste D. E. Mihalci, de l'homme de lettres Iu. A. Kojevnikov ainsi que de l'Union des Écrivains de l'URSS, on a réussi à « établir l'identité entière et, ainsi, l'appartenance de l'héritage culturel des époques antérieures à la fois des Moldaves qui font partie du peuple roumain et des Moldaves qui habitent sur le territoire de l'Union soviétique – en Bessarabie, au-delà du Dniestr, dans les régions de Tchernivtsi et Ismaïl (actuellement Odessa) ». ²⁴ Par conséquent, la langue littéraire de la RSSM n'était pas fondée sur le parler demi-culte ou inculte populaire, qui avait été transplanté en

¹⁸ *Ibid.*, f. 133.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*, f. 134.

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*, f. 142.

²³ *Ibid.*, f. 143.

²⁴ *Ibid.*, f. 191.

Bessarabie après l'annexion soviétique, mais « sur la langue de V. Alecsandri, A. Russo, B. P. Hasdeu et A. Mateevici ». ²⁵ Vasilenco avait le courage de dire à haute voix que Staline ne connaissait pas « la langue et la littérature moldaves », de sorte qu'il ne pouvait pas établir si elles se distinguaient ou non de la langue et de la littérature roumaines. Il se demandait donc « sur quelle base l'alphabet latin avait été remplacé en 1937 (1938 – n.n.) en Moldavie par l'alphabet russe ? ». ²⁶ Il fallait corriger toutes « les erreurs théoriques grossières » de la période du culte de la personnalité et mettre fin « à l'abus de pouvoir dans la théorie ». Il était tout à fait bizarre, affirmait Ion Vasilenco, que ceux qui prêchaient « le nihilisme national » interdisaient d'écrire comme le faisaient les écrivains roumains pendant le XIX^e et le XX^e siècles, comme on écrivait dans la RSSM dans les années 1930 et comme écrivaient les trois peuples baltes de l'URSS. Il était insensé de publier à Chisinau, en lettres cyrilliques, les textes des mêmes classiques, qui dans la République populaire roumaine étaient publiés en lettres latines. ²⁷

En juillet 1963, le premier secrétaire du CC du PCM, I. I. Bodiul, a réaffirmé le cours « juste » de la IX^e séance plénière du parti de 1959 et a condamné les déviations « nationalistes » de personnes comme Vasilenco qui avait plaidé ouvertement pour le retour à l'alphabet latin. Les autorités ont mis en œuvre un programme offensif contre l'intellectualité, en principal les écrivains. D'abord, les manuels roumains ont été mis sous séquestre et brûlés. Ensuite, une campagne furibonde de propagande anti-roumaine a été déclenchée, secondée de près de la publication en des milliers d'exemplaires de livres écrits sur commande et dirigés contre tout ce qui était national. Le volume des publications roumaines a été considérablement réduit.

L'enseignement secondaire a été également affecté par le facteur idéologique-politique. Les écoles nationales ont fusionné avec les écoles russes en devenant des écoles mixtes, russo-moldaves et se transformant ainsi en des instruments de dénationalisation des nouvelles générations. Les institutions préscolaires ont subi le même sort, les écoles maternelles étant pratiquement supprimées, notamment dans les villes.

Un facteur qui a fait monter la tension dans la RSSM a été l'état d'esprit négatif par rapport au régime soviétique, qui non seulement réprimait la création en général et la vérité historique, mais s'était en plus aventuré en une offensive furibonde contre les éléments nationaux de l'enseignement, de l'administration publique et des institutions politiques. Dans ce contexte, les jeunes impliqués dans le processus de création – des écrivains ou des journalistes qu'on ne pouvait plus accuser d'idéologie bourgeoise nationaliste (comme ceux qui avaient fait leurs études en Roumanie dans l'entre-deux-guerres) – ont démarré un mouvement de masse pour changer la situation. Il suffit de mentionner les jeunes écrivains Ion Druță, Petru Cărare, Grigore Vieru, Gheorghe Vodă, Liviu Damian, Vasile

²⁵ *Ibid.*, f. 192.

²⁶ *Ibid.*, f. 196.

²⁷ *Ibid.*, f. 198-199.

Levițchi, Pavel Boțu, Gheorghe Malarciuc, Arhip Ciubotaru, Vasile Vasilache, Victor Teleucă, etc., les critiques Vasile Coroban, Mihai Cimpoi, S. Ciubotaru, H. Corbu, etc.

*

C'est dans ces circonstances politiques, idéologiques et culturelles que se réunit, le 14 et le 15 octobre 1965, le III^e Congrès de l'Union des Écrivains de Moldavie, où s'est manifestée ouvertement la résistance de la conscience nationale des Roumains de Bessarabie contre un régime oppressif totalitaire.

Conformément à une coutume non-écrite, tous les orateurs devaient parler en russe, afin de pouvoir être compris par les invités. Cependant, les écrivains ont renoncé à ce principe et 90% des discours ont été prononcés en roumain. Quelques écrivains, des délégués étrangers et tous les activistes de parti et d'État ont été les seuls à parler en russe.²⁸

La question la plus difficile et la plus délicate qui ait été soulevée par certains écrivains et soumise ensuite à une critique acerbe et à des accusations graves de nationalisme roumain, d'anti-marxisme, d'anti-léninisme et d'anti-soviétisme a visé l'alphabet. L'écrivain Ion Druță, qui était déjà bien connu, y a excellé une fois de plus. En répondant à un poète (Iurie Barjanschi) qui avait accusé les écrivains de lire un grand nombre de publications roumaines, il lui a rappelé qu'il nourrissait « les sentiments les plus chaleureux pour un pays voisin, un pays apparenté du point de vue de la langue et de l'histoire, un pays socialiste comme notre république ». Il ne voyait donc pas pourquoi « il faudrait élever une muraille chinoise le long du Prout » et croyait, par conséquent, que « la question de l'alphabet... serait finalement tranchée ». Ion Druță identifiait les causes de la crise sociale à l'attente « d'un alphabet latin » et espérait que les écrivains allaient bientôt l'obtenir, tout en étant conscient que « la direction de la république » prêterait l'oreille à ce « souhait de nos écrivains » et que la question serait discutée « dans les forums supérieurs ».²⁹

Le poète Emilian Bucov, un esprit insurgent, turbulent, terrible, rebelle et avant-gardiste avait les mêmes manifestations et dans la vie et sur le plan littéraire. Selon plusieurs témoignages, il aurait écrit tous ses travaux en lettres latines. Par conséquent, il n'est pas surprenant qu'au III^e congrès des écrivains il se soit prononcé pour le retour à l'alphabet latin, en constatant que « la question de la langue littéraire », soit le renoncement à la langue artificielle des pseudo-linguistes de la gauche du Dniestr « avait été beaucoup plus difficile que la présente question » (le retour à l'alphabet latin), mais elle devait être « analysée de tous les points de vue à l'aide des érudits soviétiques, du Comité Central du Parti de Moldavie ». Il était persuadé que le retour à l'alphabet latin était une doléance

²⁸ Vasile Bahnaru, Gheorghe E. Cojocaru, *Congresul al III-lea al Uniunii Scriitorilor din RSS Moldovenească (14-15 octombrie 1965). Studiu și materiale*, Chișinău, 2016.

²⁹ *Ibid.*, p. 256-264.

justifiée des écrivains, car « c'est l'alphabet naturel de notre langue romane ». Finalement, Emilian Bucov déclara que « la question était difficile, très difficile, plus difficile qu'on ne le croyait, mais que cela ne voulait pour autant dire qu'elle était sans solution ».³⁰

Sans entrer dans des détails théoriques ou pratiques, le critique littéraire Mihai Cimpoi identifiait, entre autres, « un autre impératif : résoudre la question de l'orthographe de notre langue et restructurer l'alphabet de manière à se plier à la réalité phonétique de la langue ».³¹

L'universitaire P. Osmatescu s'est montré tout aussi tranchant dans la question du retour à l'alphabet latin, en faisant un parallèle avec la Georgie, où « tout est écrit dans l'alphabet géorgien », et « ceux qui ne comprennent pas cet alphabet font de grands efforts pour l'assimiler ». Il conclut que « tout comme notre langue est d'origine latine, il est évident que notre alphabet l'a été également », et la solution à cette question « ne peut pas être évitée, car la vie même le demande ».³²

Ce qui nous paraît surprenant, c'est que l'idée du retour à l'alphabet latin fût lancée par un invité de Lituanie, Jūlijs Vanags, qui a soulevé cette question d'une manière très originale. En parlant du salon du livre organisé pendant le congrès, il était consterné de constater que « tous les classiques de votre littérature » avaient « leurs ouvrages publiés en lettres latines, tandis que votre littérature actuelle est publiée en lettres russes ». Il conclut que « cette situation est de nature à créer de nombreuses difficultés pour le développement de la littérature et constitue, à mon avis, l'un des aspects importants qui empêche la diffusion de vos livres ».³³

Le congrès des écrivains a révélé que même si la période des inepties et des stupidités linguistiques – qui identifiaient l'existence de deux langues romanes orientales distinctes, roumaine et « moldave », et de deux peuples, roumain d'origine latine et moldave formé par la symbiose daco-slave – paraissait avoir été dépassée, l'atmosphère de cette époque-là continuait à se faire sentir et censurait toute innovation de la langue. L'académicien Iosif Varticean, sans offrir des preuves linguistiques pour la préservation de l'alphabet slavon ou pour le retour à l'alphabet latin, déclara que l'origine ethnique et la confession d'un peuple ne constituent pas un facteur déterminant pour l'acceptation de l'alphabet latin ou de celui slave. Sa conclusion, inédite, était qu'« il n'est écrit nulle part que si un peuple est, par exemple, d'origine romane, l'alphabet doit nécessairement être d'origine latine. Il n'est écrit nulle part que si un peuple est d'origine musulmane, il doit disposer d'un alphabet adéquat à cette foi ». Il était par conséquent persuadé que la question de l'alphabet « n'[avait] pas de solution ». Pour combattre l'opinion d'Ion Druță sur la nécessité de revenir à l'alphabet latin, il déclara que « la langue littéraire et l'alphabet sont loin d'être identiques ». L'opinion de Varticean que

³⁰ *Ibid.*, p. 273-279.

³¹ *Ibid.*, p. 202-205.

³² *Ibid.*, p. 212-214.

³³ *Ibid.*, p. 223-226.

« les Romains orientaux avaient adopté l'alphabet slavon... sous l'influence de la culture et des notions slaves, comme une conséquence de l'amitié et de l'aide mutuelle au fil des siècles »³⁴ est tout aussi discutable, car il ne disait rien sur l'interdiction de la langue roumaine et l'utilisation obligatoire de l'alphabet cyrillique.

Pour D. Cornovan, secrétaire du CC du PCM, « seuls les gens malveillants et ceux qui se laissent influencer par la propagande hostile... parlent de l'imperfection irréaliste de son alphabet (de la langue – n.n.) et d'une limitation quelconque de son fonds lexical ».³⁵

La réaction de la direction du parti à ce congrès national des écrivains a été prompte et dure.

Au sujet de l'alphabet, le parti a identifié « une seule solution : il est nécessaire de perfectionner l'alphabet actuel pour qu'il puisse satisfaire davantage les besoins phonétiques de la langue moldave », car « l'alphabet ne concerne pas seulement la littérature et la culture en général » mais aussi « l'économie et la politique », c'est-à-dire « il est question d'une catégorie plutôt économique et politique, et nullement spirituelle ». On souligne donc que « les facteurs linguistiques ne sont pas déterminants pour la manière d'écrire d'un peuple, mais ce sont plutôt les conditions historiques, la vie politique et économique du peuple, ses relations historiques et ses aspirations historiques ». Comme la direction du parti ne pouvait pas trouver des arguments pour la préservation de l'alphabet cyrillique, elle recourut à des slogans et déclara que « le peuple [devait] être rééduqué, car la plupart de la population n'avait jamais utilisé l'alphabet latin ».³⁶

D'autre part, les écrivains qui avaient plaidé pour la nécessité d'employer « la langue moldave » dans tous les domaines, pour l'utilisation fréquente de la langue maternelle dans le processus éducatif et pour la protection des monuments historiques et culturels » ont été accusés de nationalisme.³⁷ On constatait que certains écrivains, « en ignorant les faits historiques et les conditions de formation de la nation et de la langue moldaves ainsi que l'opinion scientifique officielle », avaient soulevé « la question du remplacement de l'alphabet slave par l'alphabet latin ». Selon la direction du parti, la mise en discussion de la question de l'alphabet a conduit à « l'apparition d'une disposition malsaine parmi les intellectuels présents au congrès », a créé « une atmosphère anormale » qui a compliqué « les discussions inscrites à l'ordre du jour » et qui s'est manifestée par une attitude « d'intolérance à l'égard de certains discours qui voulaient démontrer l'inconsistance de la proposition portant sur le remplacement de l'alphabet ». Enfin, les discours qui ne correspondaient pas à la position du parti ont été considérés comme des symboles d'un « nationalisme local ».³⁸

³⁴ *Ibid.*, p. 294-295.

³⁵ *Ibid.*, p. 296-306.

³⁶ *Ibid.*, p. 322-323.

³⁷ *Ibid.*, p. 334-336.

³⁸ *Ibid.*, p. 338-341.

Le CC du PCM a reconnu que le III^e Congrès de l'Union des Écrivains de Moldavie s'était déroulé « à un niveau politique et organisationnel inférieur » et a condamné « les tendances nationalistes manifestées dans les discours de Busuioc, Malarciuc, Druță, Cimpoi » tout en considérant « l'intensification de l'activité idéologique et politique au sein de l'intellectualité créatrice comme une tâche des plus importantes ».³⁹

Après le congrès, le régime a déclenché une véritable guerre idéologique et de propagande anti-roumaine à la fois contre « le nationalisme philo-roumain » de Bessarabie et contre « le cours nationaliste » de la Roumanie. Cette guerre a duré jusqu'à la dissolution de l'Union soviétique et elle continue, d'une certaine façon, dans la République de Moldavie, une fois que les desiderata du III^e congrès des écrivains au sujet de la langue roumaine et de l'alphabet latin sont devenus une réalité et ont porté fruits.

La question de la langue maternelle et de l'alphabet latin, qui avait été abordée au Congrès des Écrivains de 1965, ne pourra plus être discutée qu'à partir de 1985, dans les conditions de la perestroïka de Gorbatchev.

Parmi les premiers à soulever cette question a été, une fois de plus, l'écrivain Ion Druță. Le 29 juillet 1988, il publiait dans la revue *Literaturnaya Gazeta* (La Gazette littéraire) qui paraissait à Moscou un essai émouvant sur le destin de la population de la RSSM. « La langue maternelle a commencé à être très estropiée. À la place des belles paroles mélodieuses, où l'on peut entendre frémir le latin ancien, un torrent de sons désagréables, un amalgame de paroles de nulle part... »⁴⁰

La revue de l'Union des Écrivains de la RSSM, *Nistrul* (Le Dniestr) a inséré dans ses pages l'essai « Veșmântul ființei noastre » (L'habit de notre être) du philologue Valentin Mândăcanu, qui a donné une nouvelle impulsion et a révolutionné le débat public sur le destin de la langue roumaine à l'est du Prout.⁴¹

Le débat public initié par Valentin Mândăcanu a été continué par les docteurs en philosophie Vasile Bahnaru et Constantin Tănase, qui ont affirmé « l'identité des langues littéraires moldave et roumaine » et ont plaidé pour la réutilisation de l'ethnonyme « roumain » au sujet de la véritable identité des Moldaves de Bessarabie et pour le retour aux lettres latines à la place du slavon.⁴²

Le 14 septembre 1988, l'Assemblée générale des écrivains désapprouvait l'atmosphère de réprobation de l'activité de l'Union des Écrivains que créait la presse officielle, tout en demandant aux autorités de « résoudre la question de la citoyenneté, de l'autofinancement et de l'autogestion dans la république, d'élargir la sphère des fonctions sociales de la langue moldave et de reconnaître son statut de

³⁹ *Ibid.*, p. 340.

⁴⁰ Ion Druță, « Frunza verde, apa și semnele de punctuație », *Literatura și Arta*, n° 33, 13 août 1987.

⁴¹ Valentin Mândăcanu, « Veșmântul ființei noastre », *Nistrul*, Chișinău, n° 4, 1988.

⁴² Vasile Bahnaru, Constantin Tănase, « Limbă și obiceiuri expulzate », *ibid.*, n° 7, 1988, p. 77-86.

langue d'État, d'assurer un bilinguisme réel, de revenir à l'alphabet antérieur à 1938, le seul approprié à la nature romane de notre langue ».⁴³

Le 17 septembre, une lettre ouverte signée par 66 personnalités de la science et de la culture a été adressée à la Commission interdépartementale du Préside du Soviet Suprême de la RSSM qui devait élaborer la législation dans le domaine linguistique. Les auteurs de cette lettre montraient que la tradition n'avait pas empêché les Scandinaves ou les Allemands à adopter les lettres latines à la place des runes de leurs ancêtres, tout comme l'adoption de l'alphabet latin à la place de celui arabe n'a pas conduit les Turcs à oublier leur spiritualité. La tradition, soulignaient-ils, « doit être connue et respectée, mais non pas fétichisée, d'autant plus que dans le cas de la langue roumaine, dans laquelle, selon leurs propres déclarations, avaient écrit les Moldaves Gr. Ureche, M. Costin, Varlaam, Dosoftei, Dm. Cantemir, etc., il s'agit de l'alphabet cyrillique moldave qui est tout de même assez différent de celui russe ». L'alphabet latin, avertissaient les signataires de cette lettre ouverte, « ne doit pas être transformé en un épouvantail politique pour l'amitié entre les peuples ». Le retour à l'alphabet des classiques de la littérature nationale promettait d'avoir uniquement des effets positifs pour la langue, la littérature, la situation linguistique générale dans la RSSM.⁴⁴

Le journal *Învățământul Public* publiait le 19 octobre un essai-appel adressé à la Commission interdépartementale, signé par l'universitaire Ion Buga, dans lequel on lui demandait de reconnaître la vérité : l'existence « d'une seule langue – roumaine – et d'une seule nation – roumaine ».⁴⁵ Par cette sollicitation, le professeur Ion Buga défiait l'échafaudage idéologique roumanophobe construit par les artisans du régime communiste, imprimant une finalité nécessaire aux revendications publiques des intellectuels de Chisinau. D'autre part, une telle approche tranchante des réalités ethnoculturelles et politiques mettait en garde le régime une fois de plus, renforçant ses suspicions au sujet des buts cachés des « nationalistes » moldaves et l'obligeant à un effort supplémentaire de vigilance politique.

Une autre assemblée générale des écrivains, du 25 octobre, affirmait franchement : « Il n'existe pas deux langues littéraires, comme l'avaient déclaré Staline et ses héritiers spirituels. Rien de plus absurde que l'introduction forcée de l'alphabet cyrillique, alors qu'il existe une langue romane très ancienne, qui a son propre alphabet et qui nous a été arrachée le pistolet à la tempe par un décret du même système administratif. » Il était impérieusement nécessaire d'annuler le décret de 1938 (de la RSSM) qui avait supprimé la graphie latine et celui du 10 février 1941, « qui de manière arbitraire, anti-scientifique, avait imposé la graphie slavonne », et de revenir à la formule du décret adopté dans la RSSM en 1932. On demandait que

⁴³ *Literatura și Arta*, n° 44, 27 octobre 1988.

⁴⁴ Lettre ouverte, *ibid.*, n° 39, 22 septembre 1988.

⁴⁵ Ion Buga, « O limbă maternală – un alfabet », *Învățământul public*, 19 octobre 1988.

« la langue maternelle des Moldaves » fût décrétée comme langue d'État dans la RSSM, fondée sur la graphie latine.⁴⁶

C'était l'une des premières positions publiques qui osait dire la vérité sur la langue de la majorité de la population roumaine de l'est du Prout. Dans les conditions de l'an 1988, la position embrassée par la majorité des membres de l'Union des Écrivains était un geste téméraire qui défiait ouvertement la politique pseudo-linguistique du régime communiste. D'autre part, la demande des écrivains de revenir à la formule du décret de 1932, par lequel la RSSM, donc justement la puissance soviétique !, adoptait l'alphabet et les normes littéraires de la langue roumaine, était typique de la politique de la perestroïka qui voulait renoncer aux déformations commises par Staline dans la sphère des relations inter-ethniques. Les accusations au sujet de « l'importation d'une langue étrangère d'au-delà du Prout » étaient ainsi rejetées.

Convoquée sous l'égide de l'Institut académique de langue et de littérature, une conférence des savants-linguistes de Chisinau, Moscou, Saint-Petersbourg et Kiev a recommandé à la Commission interdépartementale (1) de décréter la langue nationale de la RSSM comme langue d'État ; (2) de reconnaître l'unité des langues parlées dans la RSSM et dans la République Socialiste de Roumanie ; (3) de revenir à la graphie latine.⁴⁷

Réagissant aux débats sur des questions linguistiques, la séance plénière du CC du PCM de novembre 1988 s'est prononcée pour le respect du bilinguisme national-russe et, surtout, pour la cohésion de l'URSS. Quant à la question de l'identité entre les deux langues romanes orientales, les autorités communistes affirmaient que « sans aucun doute, les langues moldave et roumaine appartiennent au même groupe roman », mais la reconnaissance de cette « communauté » ne pouvait pas justifier le renoncement à « la langue moldave » en faveur d'une autre langue. « La langue moldave autonome et égale en droits », disaient les facteurs de décision de Chisinau, « a son histoire, son présent et son avenir », en défendant ainsi la théorie anachronique des « deux langues ». La direction du parti s'est prononcée aussi sur le retour à l'alphabet latin. Du point de vue historique, mentionnait-elle, l'emploi de « la graphie slave (cyrillique) » est devenu une tradition, qui « correspond en général à la nature phonétique de la langue moldave ». Elle avertissait que le passage à l'alphabet latin « coûterait des milliards », ce qui obligerait inévitablement les autorités « à renoncer aux programmes sociaux prévus pour les décennies suivantes » et aurait « des effets négatifs pour le développement spirituel de la population et pour son bien-être, le maintenant pour de nombreuses années dans un état d'analphabétisme ».⁴⁸

La position de la direction du parti dans la question de la langue et de l'alphabet était, sans doute, un défi à l'adresse des nombreuses demandes de

⁴⁶ « Adresare către toți oamenii de bună-credință din republică », *Literatura și Arta*, n° 44, 27 octobre 1988.

⁴⁷ *Ibid.*, n° 46, 10 novembre 1988.

⁴⁸ Gheorghe E. Cojocaru, *1989 la Est de Prut*, Chișinău, 2001, p. 59.

consacrer par la loi le statut de la langue maternelle des Roumains de l'est du Prout. À l'exemple des États de Caucase et des pays baltes, qui avaient déjà décrété leurs langues maternelles comme langues officielles sur leurs territoires nationaux, la société, qui s'était éveillée de l'ignorance entretenue par les autorités communistes, n'était plus disposée à attendre l'avis du parti dans une question vitale pour son destin.

Le 28 décembre 1988, en désaccord avec la position de la direction du parti mais tenant compte des arguments des linguistes et des intellectuels, la commission interdépartementale a considéré nécessaire de renoncer à l'idée de « deux langues romanes orientales différentes, en reconnaissant l'identité linguistique moldo-roumaine ». La commission a proposé que « la langue moldave fût décrétée comme langue d'État sur le territoire de la RSSM et que cet ajout fût introduit dans la Constitution de la RSSM, tout en assurant le principe du bilinguisme national-russe et russe-national, le développement et le fonctionnement libre des langues des nationalités cohabitantes du territoire de la RSSM ». ⁴⁹ La commission a décidé de s'adresser au Préside du Soviet Suprême pour qu'il approuvât le passage à la graphie latine.

Sous la pression de l'opinion publique, le 25 janvier 1989, le Préside du Soviet Suprême a approuvé l'élaboration des projets de lois « Sur le statut de la langue moldave » et « Sur le fonctionnement des langues moldave, russe et des autres langues du territoire de la RSSM » et prit acte de la proposition de la commission interdépartementale concernant le passage à la graphie latine. ⁵⁰

Sans attendre les projets de loi promis par le président de l'institution législative, le comité directoire de l'Union des Écrivains a publié un projet de loi qui s'intitulait « langues d'État : principes de fonctionnement », suivant lequel « la langue d'État de la RSSM était la langue du peuple qui avait donné le nom de la république sous sa forme littéraire et fondée sur la graphie latine (art. 1) ». ⁵¹

Le premier journal en lettres latines a été *Glusul* (La Voix), fondé par Ion Druță. Il a paru le 13 mars à Riga, en un tirage de 60 mille exemplaires, et a été interdit à Chisinau.

Publiées le 31 mars, les initiatives linguistiques du Préside du Soviet Suprême consacraient le principe d'un « bilinguisme russe-national », étant plutôt une tentative de tergiverser la prise d'une position au sujet de la langue. Les grandes manifestations populaires organisées à Chisinau et dans d'autres localités ont demandé aux autorités de retirer ces projets de loi. ⁵²

Totalement engagée dans l'œuvre d'éveil national, l'Union des Écrivains mentionnait le 24 mars que « la question du statut de la langue moldave comme langue d'État et l'emploi de l'alphabet latin pour cette langue ne peuvent pas

⁴⁹ Gheorghe E. Cojocaru, 1989..., p. 77-78.

⁵⁰ *Literatura și Arta*, n° 12, 16 mars 1989.

⁵¹ Gheorghe E. Cojocaru, 1989..., p. 85-88.

⁵² *Literatura și Arta*, n° 14, 30 mars 1989.

constituer un sujet de conflit entre les différents groupes ethniques, ni susciter l'inquiétude des autres couches de la population, car chaque peuple est libre de résoudre les problèmes à sa façon, et la question de la langue est un aspect des droits fondamentaux de chaque peuple ».⁵³

Le 24 avril, l'Institut de langue et de littérature de l'Académie des Sciences a proposé sa propre variante de projet de « Loi sur le statut de la langue d'État de la RSSM et sur le fonctionnement des langues parlées sur le territoire de la république ». Dans cette variante, on montrait que « la langue moldave, qui est fondée sur la graphie latine, est une langue d'État et elle s'emploie dans tous les domaines sur le territoire de la république, alors que la langue russe est un moyen de communication entre les républiques de l'URSS ».⁵⁴

L'assemblée générale de l'Académie des Sciences de la RSSM a voté, le 13 mai, pour le retour à la graphie latine et pour que « la langue moldave » fût décrétée langue d'État écrite en lettres latines.⁵⁵

Le 19 mai, le Préside du Soviet Suprême publia finalement le projet de loi « Sur le passage à la graphie latine pour la langue moldave ». Ce projet invalidait la loi de la RSSM du 10 février 1941 « Sur le passage de l'alphabet latin à l'alphabet russe » (art. 6). La possibilité d'utiliser la graphie latine « améliorerait beaucoup la culture linguistique des couches larges qui parlaient la langue moldave », « remettrait dans leurs droits les écrits des grands classiques de la littérature moldave (C. Negruzzi, A. Russo, V. Alecsandri, I. Creangă, M. Eminescu, etc.), qui avaient créé la langue littéraire pendant la seconde moitié du XIX^e et au début du XX^e siècle ». On mentionnait que « ce fut dans l'habit latin que s'établirent les normes de la langue littéraire contemporaine, que furent écrites aussi bien les créations des classiques de la littérature du XIX^e siècle que les ouvrages des pionniers de la littérature soviétique moldave des années 1932-1940 dans la RSSM ».⁵⁶

L'apparition de ce projet a marqué un acte d'exceptionnelle importance pour la langue et la culture roumaines de l'est du Prout. Par son approbation, on rendait hommage « à plusieurs générations d'érudits et de linguistes roumains qui avaient créé, et on offrait un alphabet parfait – véritable colonne de l'infini de notre culture ».⁵⁷

Trois initiatives législatives ont été publiées le 20 août 1989 : « Sur le statut de la langue d'État de la RSSM », « Sur le fonctionnement des langues sur le territoire de la RSSM » et « Sur le retour de la langue moldave à la graphie latine ».

Le retour de « la langue moldave » à la graphie latine était argumenté par son appartenance à la famille des langues romanes et par la concordance harmonieuse de l'alphabet latin avec la phonétique et la grammaire de la langue de la population majoritaire, par le besoin de renoncer aux déformations opérées dans la sphère de

⁵³ *Moldova Socialistă*, 17 mai 1989.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Gheorghe E. Cojocaru, 1989..., p. 95-96.

⁵⁶ Constantin Tănase, « Într-un ceas bun », *Literatura și Arta*, n° 25, 15 juin 1989.

⁵⁷ Gheorghe E. Cojocaru, 1989..., p. 123-125.

la linguistique, de développer la culture, d'accentuer le rôle des facteurs scientifiques, éthiques, spirituels, psychologiques et sociaux dans le développement de la langue. La décision d'introduction de l'alphabet latin annulait la Loi de la RSSM du 10 février 1941 « Sur le passage de l'alphabet latin à celui russe ».⁵⁸

Synthétisant le slogan du jour – *Une langue ! Un alphabet !* –, la Grande Assemblée Nationale de Chisinau du 27 août 1989 (500 à 800 mille participants environ) a exprimé les aspirations profondes des Roumains de Bessarabie de voir leur langue maternelle retrouver sa place légitime et bénéficier de tous les droits politiques et nationaux. Convoquée à la veille de l'ouverture des travaux de la session du Soviet Suprême qui devait débattre les projets de lois sur le fonctionnement des langues sur le territoire de la RSSM, cette assemblée a sollicité fermement, par une résolution spéciale, de décréter « la langue moldave comme langue d'État » ainsi que l'emploi de la graphie latine. Dans « le document final » de l'assemblée on revendiquait le rétablissement de la dénomination correcte de la langue roumaine. Il faut mentionner que si le premier document approuvé par des centaines de milliers de gens poursuivait des objectifs immédiats que l'opinion publique soutenait totalement dans cette phase, le second traçait plutôt des charges de perspective.

En même temps, en défiant les revendications du mouvement d'affranchissement national, 116 entreprises industrielles et de transport avaient déclaré la grève contre les initiatives linguistiques, ce nombre parvenant ensuite à 200, avec environ 200 mille employés. Les grévistes ont demandé que la langue russe fût décrétée comme la deuxième langue d'État.

Pour ne pas enflammer les esprits, le sujet de « l'identité linguistique moldo-roumaine » n'a pas été inclus dans le rapport du président Mircea Snegur à la session. P. Calin a été le seul à reconnaître, dans un style entortillé et même hostile par endroits à la vérité qu'il prononçait, « les racines linguistiques communes et identiques moldo-roumaines ». La députée E. S. Kravțova et l'acteur et député Mihai Volontir ont été les seuls à mentionner, entre autres, « l'identité de la langue nationale avec la langue roumaine », la plupart des participants préférant utiliser la notion de « langue moldave ».

Le 31 août, la session du Soviet Suprême de la RSSM a adopté le point de vue du président Mircea Snegur, qui avait plaidé pour le retour aux lettres latines et la reconnaissance de « la langue moldave » comme langue d'État. Conformément à l'article 1 de la Loi sur le fonctionnement des langues sur le territoire de la RSSM, « la langue d'État de la RSSM est la langue moldave écrite en lettre latines ». En tant que langue d'État elle est employée dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle et remplit en ce sens les fonctions de la langue « de communication interethnique ».⁵⁹

⁵⁸ *Moldova Socialistă*, 3 septembre 1989.

⁵⁹ *Ibid.*

Pour des raisons stratégiques, afin de ne pas provoquer les autorités pan-unionales, la RSSM étant une république dans le cadre de l'Union soviétique, la session n'a pas insisté sur l'introduction dans la loi du syntagme « langue roumaine ». Il fallait en plus tenir compte de la composition du Soviet Suprême – qui était dominé par les représentants de la nomenclature de parti, obéissant à la métropole –, des pressions du centre pan-unional et du facteur déstabilisant des « grèves contre la langue ». Il fallait ne pas oublier que les différentes institutions culturelles, parfaitement conscientes de l'unité de la langue roumaine des deux rives du Prout, se voyaient tout de même obligées, étant donnée la situation très compliquée, de plaider pour « la langue moldave », comme une formule de compromis. La priorité était, dans ces circonstances-là, la reconnaissance de la langue maternelle, écrite en lettres latines, comme langue d'État. C'est pourquoi, en dépit de la reconnaissance de l'identité et de l'unité linguistique moldo-roumaine, le fait que « la langue moldave » eût été déclarée langue d'État – qui a constitué à ce moment-là une grande victoire du mouvement d'affranchissement national –, allait se venger plus tard et générer des convulsions sociales presque perpétuelles.

Comme un couronnement des efforts dramatiques et téméraires de plusieurs générations d'intellectuels de Bessarabie de remettre la langue roumaine de l'est du Prout dans ses droits légitimes, la Déclaration d'Indépendance de la République de Moldavie, du 27 août 1991, inscrit parmi les grandes réalisations du mouvement démocratique d'affranchissement national « la reconnaissance de la langue roumaine comme langue d'État et la réintroduction de l'alphabet latin » dans tous les domaines de la vie, par les lois mémorables d'août 1989.